



PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES

COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS

Trente-cinquième session
Rome (Italie), 2-7 juillet 2012

COMMUNICATION DE L'STDF

APERÇU GÉNÉRAL DU STDF POUR LA TRENTE-CINQUIÈME SESSION DE LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS¹

INTRODUCTION

1. Le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (STDF) est un partenariat mondial établi par la Banque mondiale, la FAO, l'OIE, l'OMC et l'OMS pour aider les pays en développement à renforcer leur capacité de mettre en œuvre les normes, directives et recommandations sanitaires et phytosanitaires (SPS) internationales en vue d'améliorer leur situation sanitaire, zoosanitaire et phytosanitaire et leurs possibilités d'obtenir et de conserver un accès aux marchés. D'autres organisations ayant des activités de coopération technique dans le domaine SPS, des donateurs contribuant au STDF et des experts de pays en développement participent activement aux travaux du Fonds. Le STDF est géré et hébergé par l'OMC.

2. Le présent document offre un aperçu des activités pertinentes menées par le STDF à l'appui de son programme de travail depuis la trente-quatrième session de la Commission du Codex Alimentarius en juillet 2011, ainsi que des projets achevés et en cours et des dons pour l'élaboration de projets dans le domaine de la sécurité sanitaire des produits alimentaires.

NOUVELLE STRATÉGIE À MOYEN TERME DU STDF

3. À l'issue de consultations approfondies en 2011, le STDF a adopté une nouvelle [Stratégie à moyen terme \(2012-2016\)](#) établissant les principes et les priorités stratégiques qui guideront son activité et l'utilisation de ses ressources. Cette stratégie repose sur la nécessité: i) de favoriser le renforcement de la collaboration et de l'interaction entre les fournisseurs de coopération technique dans le domaine SPS; et ii) de continuer à renforcer le STDF en tant que "plate-forme de connaissances" pour les échanges d'informations et le partage d'expériences ainsi que l'identification et la diffusion des bonnes pratiques.

4. Le STDF continuera à soutenir l'élaboration et la mise en œuvre de projets SPS. Les types de projets suivants pourront notamment être considérés favorablement par le Groupe de travail du STDF:

- projets relatifs à l'identification, à l'élaboration et à la diffusion de bonnes pratiques en matière de coopération technique dans le domaine SPS, y compris ceux qui conçoivent et appliquent des approches novatrices et reproductibles;

¹ Ce document a été préparé par l'STDF et sous sa responsabilité.

- projets liés aux travaux du STDF sur des sujets thématiques transversaux d'intérêt commun. Parmi les exemples de sujets déjà étudiés avec succès figurent les partenariats public-privé à l'appui des capacités SPS, l'utilisation de l'analyse économique pour éclairer la prise de décision dans le domaine SPS, les liens entre les risques SPS et le changement climatique, les outils d'évaluation des capacités SPS, etc.;
- projets destinés à remédier à des contraintes SPS grâce à des approches régionales; et
- projets collaboratifs et interdisciplinaires axés sur l'interface/les liens entre la santé des personnes, la santé des animaux et la préservation des végétaux et le commerce et auxquels participent au moins deux partenaires ou autres organisations pertinentes.

APERÇU GÉNÉRAL DES ACTIVITÉS PERTINENTES

5. Le rapport annuel du STDF, disponible sur le site Web du STDF, donne un aperçu général des principaux résultats obtenus par le STDF en 2011. Le Plan de fonctionnement 2012, également disponible sur le [site Web du STDF](#), mentionne les activités spécifiques à mettre en œuvre par le fonds dans le contexte plus large des résultats stratégiques indiqués dans la nouvelle Stratégie à moyen terme. Les activités ci-après sont mentionnées en particulier.

A. ANALYSE DÉCISIONNELLE MULTICRITÈRES (ADM) DANS UN CONTEXTE SPS

6. À la suite de son atelier sur l'utilisation de l'analyse économique pour éclairer la prise de décisions dans le domaine SPS, qui s'est tenu à Genève en octobre 2009, le STDF a aidé deux pays (Mozambique et Zambie) en 2011 à utiliser l'analyse décisionnelle multicritères (ADM) pour éclairer la prise de décisions et l'affectation de ressources dans le domaine SPS. Un projet d'outil et de manuel d'ADM a été élaboré et mis à l'essai dans les deux pays. Le projet de manuel d'ADM peut être consulté sur le [site Web du STDF](#).

7. Un atelier de formation régional s'est tenu les 16 et 17 août 2011 à Johannesburg (Afrique du Sud), afin de former certains experts SPS africains à l'utilisation de l'ADM. Il a réuni 41 participants provenant principalement de services ministériels et d'organisations régionales. Les participants ont confirmé que l'ADM était utile en tant qu'outil d'aide à la décision dans le domaine SPS et formulé un certain nombre d'observations en vue d'améliorer son utilisation à l'avenir. De l'avis général, ce cadre constitue un instrument utile pour guider et soutenir la prise de décisions dans le domaine SPS et il est plus à même de fonctionner dans les pays qui disposent d'un "mécanisme de coordination" efficace dans le domaine SPS. Les participants ont aussi estimé que les résultats obtenus devaient être considérés en termes de fiabilité des données utilisées et de confiance dans ces données. Les communications présentées à l'atelier, ainsi que la documentation générale issue des essais pilotes, sont disponibles sur le [site Web du STDF](#).

8. En 2012, le STDF poursuivra ses travaux sur l'utilisation de l'ADM. Ses activités seront entre autres les suivantes: i) application de l'outil d'ADM au Viet Nam; et ii) organisation d'un atelier régional en Asie afin de faire connaître l'ADM et la manière de l'appliquer et d'en encourager l'utilisation comme outil d'aide à la décision dans le domaine SPS. Les produits de ces travaux seront en particulier: i) au moins une étude de cas illustrant l'application du cadre de l'ADM pour classer par priorité les options de renforcement des capacités au Viet Nam; et ii) un ensemble révisé d'outils d'ADM (incluant le manuel et les matériels de formation).

B. COMMERCE INTERNATIONAL ET ESPÈCES EXOTIQUES ENVAHISSANTES

9. Le STDF organise actuellement un séminaire sur le commerce international et les espèces exotiques envahissantes, qui se tiendra à Genève les 12 et 13 juillet 2012 (en marge de la réunion du Comité SPS de l'OMC). Ce séminaire aura pour but de sensibiliser les milieux SPS et ceux des défenseurs de l'environnement au problème des espèces exotiques envahissantes en tant que question liée au commerce et de créer des synergies entre eux. Il visera plus particulièrement: i) à mieux faire connaître les effets néfastes de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes sur la santé des personnes et des animaux et la préservation des végétaux, ainsi que l'importance de la cohérence et du dialogue au niveau national entre les institutions chargées des questions SPS et les institutions environnementales lors de

l'élaboration de stratégies de lutte contre les espèces exotiques envahissantes dans le contexte du commerce; et ii) à examiner la coopération technique existante destinée à renforcer les capacités nationales de gérer les espèces exotiques envahissantes, et à partager des expériences sur les approches adoptées par les pays/régions en vue de promouvoir les bonnes pratiques.

10. Le séminaire sera préparé et se tiendra dans le cadre d'une collaboration étroite avec les partenaires du STDF, notamment le Secrétariat de la CIPV et l'OIE, ainsi que d'autres parties intéressées, parmi lesquelles le Groupe de liaison interinstitutions sur les espèces exotiques envahissantes. Une étude documentaire sur le commerce international et ces espèces est en cours d'élaboration et sera présentée au séminaire. L'OMS a été invitée à présenter un court exposé et à parler des espèces exotiques envahissantes liées au commerce qui posent un problème de santé publique. Les délégués SPS officiels à l'OMC et les experts des institutions nationales, régionales et/ou internationales compétentes intéressés par les travaux sur les espèces exotiques envahissantes ou ayant des responsabilités en la matière peuvent s'inscrire sur le [site Web du STDF](#) (dans la limite des places disponibles).

C. RÉUNION RÉGIONALE SUR LES CADRES ET STRATÉGIES SPS EN AFRIQUE

11. S'inspirant de son étude sur les "Stratégies et cadres régionaux SPS en Afrique" (2010), le STDF collaborera avec la Commission de l'Union africaine (CUA) en vue d'organiser une réunion stratégique régionale pour permettre des échanges de vues sur le rôle de coordination de la CUA et des communautés économiques régionales (CER) dans le domaine SPS au niveau régional/sous-régional. Les échanges de vues porteront plus précisément sur le rôle et la fonction de la CUA et des CER dans l'ajout de valeur aux initiatives de renforcement des capacités SPS au niveau continental, régional et national (dans le contexte d'initiatives plus larges telles que le Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique (PIDAA), l'Aide pour le commerce, etc.). Cette réunion se tiendra le 28 septembre 2012 en marge du séminaire régional de formation SPS de l'OMC destiné aux pays africains anglophones prévu à Addis-Abeba (Éthiopie) du 24 au 27 septembre. Des participants du Codex, de la CIPV et de l'OIE assisteront au séminaire et à la réunion CUA/STDF d'une journée. Le STDF financera la participation de deux représentants au maximum de chacune des CER africaines et des organismes compétents de l'UA (notamment l'UA-CPI et l'UA-BIRA) à la semaine de formation. Les représentants des CER et des organismes de l'UA sont invités à s'inscrire avant le 15 juin 2012 à cette formation au moyen de la procédure et du formulaire accessibles sur le portail de l'assistance technique SPS de l'OMC (http://www.wto.org/french/tratop_f/sps_f/events_f.htm).

D. LIENS ENTRE LES QUESTIONS SPS ET LA FACILITATION DES ÉCHANGES

12. S'appuyant sur la collaboration existante avec le Mécanisme pour la facilitation des échanges de la Banque mondiale et d'autres initiatives en la matière, le STDF a commencé des recherches en vue de l'organisation éventuelle d'un événement à l'échelle mondiale (en 2013) sur les synergies entre les questions SPS et la facilitation des échanges. Cette activité aura pour but de dégager des enseignements et de définir de bonnes pratiques pour renforcer les travaux et la coopération technique qui seront consacrés à l'avenir aux questions SPS et à la facilitation des échanges. Elle reposera sur une analyse approfondie des exemples de facilitation des échanges dans le domaine SPS, qui pourraient inclure les activités destinées à simplifier, normaliser et harmoniser les procédures et les systèmes d'information SPS pour faciliter le respect des prescriptions SPS et le commerce, ainsi que la collaboration entre les organismes SPS et les douanes pour harmoniser et améliorer la gestion des frontières dans le domaine SPS, et l'incidence des grands projets de facilitation des échanges sur la situation SPS nationale. Les exemples à examiner seront déterminés au cours de discussions avec les partenaires du STDF, le Groupe de travail du STDF et d'autres organisations concernées.

E. BIBLIOTHÈQUE VIRTUELLE DU STDF

13. En 2011, le STDF a commencé à travailler à l'élaboration d'une "bibliothèque virtuelle", dépositaire de renseignements consultables en ligne et contenant divers documents sur le renforcement des capacités SPS, notamment des documents de recherche, des études, des évaluations des besoins, des évaluations de projets, des matériels de formation et des articles de sources et d'éditeurs divers. Ce travail sera achevé en 2012. La bibliothèque virtuelle permettra au Secrétariat de mieux gérer les nombreux documents en sa

possession, ainsi que d'informer les bénéficiaires, les organisations internationales, les parties prenantes, les chercheurs et les consultants et de les aider à concevoir et mettre en œuvre des initiatives de renforcement des capacités dans le domaine SPS, à créer des synergies et à réduire les lacunes et les doubles emplois dans le renforcement des capacités SPS, et elle contribuera à mieux diffuser les expériences et les bonnes pratiques.

14. Les organismes nationaux de sécurité sanitaire des aliments qui possèdent des documents du domaine public sur le renforcement des capacités tels que rapports de projet, évaluations des besoins et évaluations extérieures sont invités à les envoyer au Secrétariat du STDF (STDFSecretariat@wto.org) pour publication dans la bibliothèque virtuelle.

F. DIFFUSION D'INFORMATIONS

15. Le Groupe de travail du STDF est la principale instance où sont examinées les activités en cours et prévues de coopération technique dans le domaine SPS, les examens des besoins, les évaluations, etc. Depuis la trente-quatrième session de la Commission du Codex Alimentarius en juillet 2011, il s'est réuni en octobre 2011 et mars 2012. La prochaine réunion aura lieu à Genève en marge de celle du Comité SPS de l'OMC les 11 et 12 octobre 2012.

16. Le STDF continue à diffuser des informations au moyen de son site Web, de notes d'information et de bulletin du STDF. Son film "Un commerce en toute sécurité" a été traduit en arabe, chinois et russe et peut être visionné sur le site [Web du STDF](#). Un nouveau bulletin électronique sera lancé au deuxième trimestre de 2012. Pour s'y abonner, prière de se rendre sur le [site Web du STDF](#).

17. En 2011 et 2012, le STDF a publié les études et publications suivantes:

- En mai 2011, deuxième édition de la publication du STDF intitulée "[Outils d'évaluation des capacités dans le domaine SPS: aperçu des outils élaborés par les organisations internationales](#)". Parue pour la première fois en février 2009, cette publication donne des renseignements actualisés sur les outils sectoriels et transversaux élaborés par des organisations internationales pour évaluer les capacités SPS. Elle a pour but d'informer les pays en développement sur l'éventail des outils qui peuvent servir à évaluer leurs besoins en matière de capacités SPS et de les aider à choisir les outils les plus adaptés aux différents objectifs. Ces outils sont classés en trois grandes catégories: i) les outils sectoriels qui concernent exclusivement un thème SPS particulier, y compris les outils d'évaluation des capacités en matière de sécurité sanitaire des aliments mis au point par la FAO); ii) les outils transversaux qui portent sur le système SPS dans son ensemble; et iii) les méthodes et approches associées qui traitent un aspect du domaine SPS dans un cadre plus général. Des renseignements sont donnés sur les modalités et le champ d'application de chaque outil, les pays où il a déjà été utilisé et l'expérience acquise.
- En septembre 2011, publication du document conjoint STDF/Banque mondiale intitulé "[Changement climatique et commerce: Relation avec les normes sanitaires et phytosanitaires](#)". Ce document fait suite au débat qui a eu lieu lors du séminaire organisé sur ce sujet à Washington en septembre 2009 par le Groupe de recherche sur le développement de la Banque mondiale et le STDF. Il vise à mieux faire connaître les questions liées aux risques et aux normes SPS dans le contexte du commerce agroalimentaire et du changement climatique. Il analyse la compréhension scientifique de la relation entre changement climatique, sécurité sanitaire des aliments, ravageurs des végétaux, maladies animales et commerce, et il relève et analyse quatre domaines clés pour les politiques futures: évaluation des risques, capacités SPS dans les pays en développement, résilience au changement climatique et défis fondamentaux en matière de recherche.
- En novembre 2011, parution de la publication du STDF intitulée "[Use of Economic Analysis to Inform SPS-related Decision-Making](#)" ("Utilisation de l'analyse économique pour éclairer la prise de décisions dans le domaine SPS"). Cette publication rend compte de diverses expériences relatives à l'utilisation de l'analyse économique pour guider l'établissement des

priorités en matière de renforcement des capacités SPS dans les pays en développement; elle met en relief les problèmes posés par l'utilisation de telles méthodes et donne aux décideurs des indications générales sur les méthodes d'analyse économique qui conviennent le mieux pour tel ou tel type de décision. Pour établir ce rapport, les études existantes ont été passées en revue et des spécialistes de l'analyse économique ont été consultés.

- En janvier 2012, publication d'un document du STDF intitulé "[National SPS Coordination Mechanisms: An African Perspective](#)" ("Mécanismes nationaux de coordination dans le domaine SPS: Perspective africaine"). Ce document présente des suggestions et des orientations visant à favoriser la création et le fonctionnement des comités SPS nationaux. Reconnaissant qu'il n'existe pas d'approche universelle, il souligne la nécessité: i) de poursuivre le travail de sensibilisation, notamment au niveau des décideurs, à l'importance des capacités SPS pour le commerce et la croissance économique; ii) de clarifier les mandats organisationnels et les rôles dans le domaine SPS sur la base d'un examen et d'une mise à jour de la législation, le cas échéant; iii) de s'appuyer sur les mécanismes existants dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments, de la santé des animaux et de la préservation des végétaux, et dans certains secteurs spécialisés; iv) d'élaborer des stratégies de communication efficaces et d'envisager la création de réseaux d'information SPS en ligne; et v) d'utiliser les mécanismes nationaux de coordination dans le domaine SPS pour favoriser la cohérence régionale.
- En mai 2012, le STDF et la Banque interaméricaine de développement (BID) ont publié une étude documentaire conjointe intitulée "Public-Private Partnerships (PPPs) in support of SPS capacity" ("Partenariats public-privé au service des capacités SPS"). Faisant suite au séminaire du STDF qui s'est tenu sur ce sujet en octobre 2010, cette étude examine une série de partenariats dans le domaine SPS, met en relief les expériences et tire des enseignements pour l'instauration et le fonctionnement de partenariats similaires. Elle sera disponible prochainement sur le site Web du STDF.

18. Le STDF a continué de participer à diverses réunions et activités extérieures organisées par ses partenaires et donateurs et par des organisations et initiatives pertinentes dans le cadre de la poursuite des efforts visant à souligner l'importance du renforcement des capacités pour maîtriser les risques SPS et assurer le respect des normes internationales. Il a ainsi pris part aux activités de formation organisées par l'OMC à l'échelon régional et à Genève, au troisième Examen global de l'Aide pour le commerce qui s'est tenu à Genève les 18 et 19 juillet 2011 et au Cadre intégré renforcé (CIR) pour l'élaboration, la validation et la mise à jour des études diagnostiques sur l'intégration du commerce (EDIC) (catégorie 1) ainsi que pour l'élaboration et la mise en œuvre de projets (catégorie 2).² En 2011, le Secrétariat du STDF a examiné des projets d'EDIC pour l'Afghanistan, le Bangladesh, le Bhoutan et le Burundi et les a communiqués au Groupe de travail du STDF pour observations. La collaboration avec le CIR a également porté sur deux ateliers pilotes de formation à la conception de projets et aux cadres logiques qui se sont tenus au Népal en mars 2011 et en République centrafricaine en août 2011.

FINANCEMENTS ACCORDÉS PAR LE STDF

19. En tant que mécanisme de financement, le STDF accorde des financements pour aider les pays en développement à renforcer leur capacité de se conformer aux prescriptions SPS internationales, en vue d'améliorer leur situation sanitaire, zoosanitaire et phytosanitaire et de faciliter leur accès aux marchés. Deux types de dons sont offerts: les dons pour l'élaboration de projets (DEP) et les dons pour la réalisation de projets.

20. Des DEP allant jusqu'à 50 000 dollars EU peuvent être accordés aux fins suivantes (seules ou en association): i) application d'outils d'évaluation des capacités SPS et d'établissement de priorités en la matière; ii) réalisation d'études de faisabilité précédant l'élaboration du projet, afin d'évaluer l'impact potentiel et la viabilité économique des propositions quant à leurs coûts et avantages escomptés; et iii)

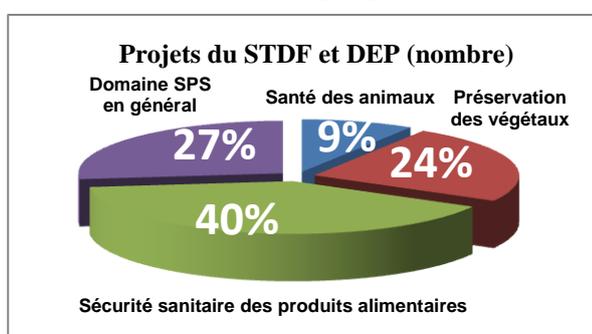
² Le CIR est un programme multidonateurs qui aide les pays les moins avancés (PMA) à jouer un rôle plus actif dans le système commercial mondial en remédiant à leurs contraintes du côté de l'offre. Voir <http://www.enhancedif.org/>.

élaboration de propositions de projet susceptibles d'être financées par le STDF ou d'autres donateurs. Depuis sa création, le STDF a approuvé le financement de 52 DEP.

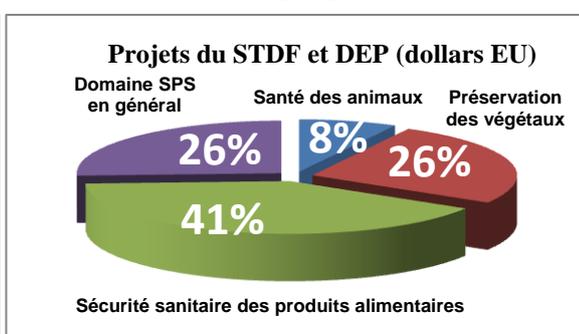
21. Des dons allant jusqu'à 1 million de dollars EU peuvent être accordés pour la réalisation de projets. Aucune limite minimale n'est imposée concernant la taille des projets financés, mais leur valeur devrait de préférence être comprise entre 250 000 et 1 million de dollars EU. Les bénéficiaires doivent contribuer au projet sur leurs propres ressources, en espèces ou sous la forme de contributions en nature telles que la mise à disposition de personnel, de locaux, de véhicules ou d'autres avoirs existants. Ces contributions dépendent du pays bénéficiaire ou de sa classification dans la liste la plus récente des bénéficiaires d'APD établie par le Comité d'aide au développement de l'OCDE.

22. À ce jour, le financement de 60 projets a été approuvé. Les graphiques 1 et 2 ci-dessous montrent que 40 pour cent des projets du STDF et des DEP concernent des questions de sécurité sanitaire des produits alimentaires, ce qui correspond à 41 pour cent du total des ressources consacrées par le STDF à l'élaboration et à la réalisation de projets. Le tableau 1 ci-après donne un aperçu des projets actuels du STDF qui concernent les questions de sécurité sanitaire des produits alimentaires, tandis que le tableau 2 expose les projets actuels du STDF qui se rapportent de façon générale au domaine SPS.

Graphique 1



Graphique 2



23. Le Plan de fonctionnement du STDF pour 2012 fixe un objectif de financement d'au moins quatre DEP et quatre projets. Les demandes de DEP sont activement encouragées. Les propositions peuvent être présentées à tout moment de l'année. Le Groupe de travail se réunira en octobre 2012 pour examiner les demandes de financement. La prochaine date butoir pour la réception des demandes est le 20 juillet 2012. Des informations complémentaires sur le STDF, ses activités, les formulaires de demande, les critères d'admissibilité et les projets figurent sur le site Web du STDF. Une note d'orientation pour la présentation de demandes de financement est également incluse.

Tableau 1: Aperçu des dons actuels du STDF pour la réalisation de projets relatifs à la sécurité sanitaire des produits alimentaires

Titre du projet	Stade de mise en œuvre	Financement du STDF (dollars EU)
STDF/PG/344: Établissement d'une école virtuelle régionale d'inspection des produits alimentaires en Amérique centrale et en République dominicaine	Ce projet vise à harmoniser les procédures modernes d'inspection grâce à un cadre d'inspecteurs des produits alimentaires et de vérificateurs de la sécurité sanitaire des aliments bien formés dans la région. Les contrats sont en cours de passation et le projet sera mis en œuvre par l'IICA.	905 225
STDF/PG/343: Programme de développement de compétences pour la filière de la cannelle à Sri Lanka	Ce projet vise à accroître la compétitivité de la filière de la cannelle, notamment les capacités du segment à valeur ajoutée, en améliorant les pratiques de transformation et de manipulation. Les contrats sont en cours de passation et le projet sera mis en œuvre par l'ONUDI, en collaboration avec la FAO.	600 000

STDF/PG/337: Projet de génération de données sur les résidus de pesticides dans le cadre de l'ASEAN	Ce projet vise à élaborer un processus régional de génération de données fiables sur les LMR pour certaines cultures "mineures" afin de favoriser l'harmonisation avec les normes internationales et d'accroître l'accès aux marchés. Les contrats sont en cours de passation et le projet sera mis en œuvre par l'ASEAN.	607 000
STDF/PG/326: Partenariat de l'Asie du Sud-Est pour le renforcement des capacités commerciales concernant les produits à base de fruits et légumes frais et transformés	Ce projet vise à élaborer une plate-forme d'enseignement et de formation axée sur les compétences pour certaines chaînes de valeur et à dispenser une formation personnalisée associant l'enseignement en face à face et l'apprentissage en ligne. La mise en œuvre a commencé en janvier 2011 et devrait s'achever en décembre 2012. Elle est assurée par la FAO.	581 665
STDF/PG/321: Renforcement des capacités commerciales des petits crevetticulteurs du Bangladesh	Ce projet vise à organiser les petits crevetticulteurs en groupes gérables et à les aider à élaborer et à adopter de meilleures pratiques de gestion pour faire face au problème de pollution au niveau local. La mise en œuvre par la FAO a commencé en avril 2012 et devrait s'achever en mars 2014.	568 750
STDF/PG/319: Renforcement de l'unité colombienne d'évaluation des risques en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires	Ce projet vise à élaborer les procédures de fonctionnement de l'Unité d'évaluation des risques, à établir son programme de travail et à créer un réseau d'évaluateurs des risques chargé de procéder à l'analyse des risques futurs. La mise en œuvre par l'IICA a commencé en février 2011 et devrait s'achever en janvier 2013.	401 500
STDF/PG/318: Programme national de suivi et de gestion intégrale des contaminants dans les produits d'exportation	Ce projet vise à mettre en place un programme complet pour le contrôle des résidus de pesticides et des mycotoxines et à l'appliquer pour deux produits exportables pilotes. La mise en œuvre par l'IICA a commencé en décembre 2010 et devrait s'achever en novembre 2012.	400 455
STDF/PG/300: Développement d'un programme d'apprentissage doublé d'un système de renseignements en ligne sur les normes alimentaires	Ce projet vise à développer un programme d'apprentissage doublé d'un système de renseignements en ligne sur les normes alimentaires afin de contribuer à améliorer l'infrastructure qualité dans les pays en développement. La mise en œuvre par la FAO a commencé en décembre 2010 et devrait s'achever en novembre 2012.	262 246
STDF/PG/298: Programme de renforcement des capacités en Afrique pour atténuer les effets nocifs des résidus de pesticides et d'autres substances nuisibles dans le cacao et pour maintenir l'accès aux marchés	Ce projet vise à renforcer les capacités SPS en Afrique pour produire du cacao de qualité conforme aux règlements internationaux relatifs aux résidus de pesticides et autres substances dangereuses. La mise en œuvre par l'ICCO a commencé en janvier 2011 et devrait s'achever en décembre 2012.	593 460
STDF/PG/283: Soutien pour l'évaluation des risques SPS dans le secteur de l'exportation des mangues au Mali	Ce projet vise à soutenir l'évaluation des risques dans le secteur de l'exportation des mangues et à améliorer la capacité du Mali de se conformer aux normes SPS internationales et privées. La mise en œuvre par les autorités nationales, sous la supervision de la Banque mondiale, a commencé en mai 2010 et devrait s'achever en mai 2012.	423 400

STDF/PG/238: Développement de mécanismes de certification HACCP agréés pour les produits alimentaires transformés	Ce projet vise à mettre en œuvre des procédures d'inspection et de certification agréées et reconnues par les autorités compétentes pour les bonnes pratiques de fabrication et le HACCP au Guatemala. La mise en œuvre par les autorités nationales, sous la supervision de l'OIRSA, a commencé en février 2010 et devrait s'achever en mai 2012.	398 225
STDF/PG/172: Augmentation des exportations de graines de sésame et de noix/beurre de karité grâce au renforcement des capacités SPS dans le secteur privé et le secteur public	Ce projet vise à identifier les points et les facteurs critiques dans la filière de production de karité nigériane et élaborer des modèles prédictifs concernant la production d'aflatoxine, la croissance fongique, les résidus de pesticides et les autres contaminants. La mise en œuvre par le Conseil de promotion des exportations du Nigéria, sous la supervision de l'ITC, a commencé en octobre 2010 et devrait s'achever en septembre 2012.	324 240

Tableau 2: Aperçu des projets actuels du STDF se rapportant de façon générale au domaine SPS

Titre du projet	Stade de mise en œuvre	Financement du STDF (dollars EU)
STDF/PG/365: Utilisation de l'outil d'analyse décisionnelle multicritères (ADM) pour éclairer la prise de décisions dans le domaine SPS au Belize	Ce projet vise à utiliser l'outil d'ADM pour mettre en place un processus structuré d'établissement de priorités parmi diverses options de renforcement des capacités SPS. La mise en œuvre a commencé en janvier 2012 et devrait s'achever en septembre 2012.	30 000
STDF/PG/309 – Renforcement des capacités SPS en Guinée-Bissau	Ce projet vise à renforcer les capacités SPS des services techniques aux niveaux national et régional et à mettre à jour la législation dans le domaine SPS. Il est en attente de passation de contrats et sera mis en œuvre par la Banque mondiale.	274 300
STDF/PG/302: Appui au secteur du chou dans la région des Niayes (Sénégal)	Ce projet vise à augmenter la production de choux et les exportations vers la sous-région en contrôlant la propagation et l'impact de deux parasites spécifiques et en aidant les producteurs à respecter les limites maximales de résidus établies par le Codex. La mise en œuvre a commencé en février 2012 et devrait s'achever en janvier 2014.	577 142
STDF/PG/284: Renforcement du Comité SPS national du Honduras	Ce projet vise à renforcer le Comité SPS national du Honduras, à appuyer la mise en œuvre du programme d'action national dans le domaine SPS (élaboré par le Comité) et à consolider les capacités institutionnelles dans le domaine SPS. La mise en œuvre par l'OIRSA a commencé en juillet 2010 et devrait s'achever en décembre 2012.	257 580
STDF/PG/259: Renforcement des capacités SPS du Viet Nam en matière de commerce	Ce projet vise à renforcer les capacités SPS du Viet Nam pour le commerce en améliorant la sécurité sanitaire et la qualité des légumes frais grâce à une approche portant sur la chaîne de valeur. La mise en œuvre par la FAO a commencé en mars 2010 et devrait s'achever en août 2012.	476 580

Titre du projet	Stade de mise en œuvre	Financement du STDF (dollars EU)
STDF/PG/242: Stratégie de renforcement du système SPS aux Comores	Ce projet vise à renforcer les capacités SPS dans le pays d'une manière complète et systématique, afin d'accroître l'accès aux marchés pour les produits agricoles et les produits de la pêche. Il est en attente de passation de contrats et sera mis en œuvre par le PNUD.	998 366
STDF/PG/329: Renforcement des capacités sanitaires et phytosanitaires pour les exportations népalaises de gingembre grâce à des partenariats public-privé	Ce projet vise à accroître les revenus des parties prenantes népalaises dans la chaîne de valeur du gingembre en ajoutant de la valeur au produit exporté vers l'Inde et en renforçant la capacité d'accéder à de nouveaux marchés. Il sera cofinancé par le CIR, et la mise en œuvre par la FAO commencera en 2012.	471 429
STDF/PG/155: Service de formation orienté vers le marché et axé sur l'application des mesures SPS au Nicaragua	Ce projet vise à établir des unités de formation professionnelle dans le domaine SPS, à élaborer des manuels de formation et à mettre en place des contrôles de la qualité et de bonnes pratiques concernant les procédés pour des produits pilotes. La mise en œuvre par l'IICA a commencé en juin 2010 et devrait s'achever en décembre 2012.	519 439